

*Province de Liège*

*BULLETIN PROVINCIAL*

*Périodique*

---

*Sommaire*

*Pages*

**N°19 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –  
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

*Arrêté de police du Gouverneur du 15 mai 2020 concernant l'organisation  
de funérailles pendant la période de confinement, abrogeant celui du 14 avril 2020. 77*

**N°19 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –  
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

*Arrêté de police du Gouverneur du 15 mai 2020 concernant l'organisation de funérailles pendant la période de confinement, abrogeant celui du 14 avril 2020.*



Gouverneur de la province de Liège

**ARRÊTÉ DE POLICE**

**Le Gouverneur de la province de Liège**

Vu la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et en particulier son article 5, §1<sup>er</sup>, e) ;

Vu la déclaration de l'OMS de l'état d'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) en date du 30 janvier 2020 ;

Vu la loi du 6 mars 1818 relative aux peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales ;

Vu la loi provinciale du 30 avril 1836, l'article 128 ;

Vu le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale ;

Vu l'urgence et le risque sanitaire que représente le nouveau coronavirus pour la population belge ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2020, modifié par les arrêtés ministériels des 03 avril 2020, 17 avril, 30 avril et 8 mai 2020, portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Vu la demande de Monsieur le Ministre du logement, des Pouvoirs locaux et de la ville de Wallonie, laquelle relaie les demandes exprimées par la Fédération wallonne des Entrepreneurs de Pompes Funèbres et la Fédération wallonne des crématoriums ;

Vu l'arrêté de police du 14 avril 2020 relatif à l'organisation de funérailles pendant la période de confinement décidée en vue de limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Vu les décisions de Conseil National de Sécurité du 13 mai 2020 ;

Considérant que ces dernières prévoient : « *En ce qui concerne les mariages et les enterrements, il sera possible d'accueillir maximum 30 personnes lors des cérémonies à partir du 18 mai, sous certaines conditions dont le respect des distances de sécurité. Il ne sera par contre pas permis d'organiser une réception après la cérémonie* » ;

Considérant le principe de précaution qui implique que lorsqu'un risque grave et potentiel ayant un certain degré de probabilité a été détecté, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures de protection urgentes et provisoires au niveau le plus approprié pour ce faire ;

Considérant que le non-respect potentiel des mesures de distanciation sociale fait courir un risque majeur aux membres du personnel des entreprises de pompes funèbres dans l'exercice de leurs missions ;

Considérant qu'en sus, les rassemblements de personnes à un même endroit favorisent la propagation du virus de sorte qu'ils doivent être strictement réglementés, sous toutes les formes qu'ils peuvent revêtir ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures afin d'assurer l'exercice des missions liées à l'organisation de funérailles dans des conditions sanitaires maîtrisées et, partant, assurant la pérennité de ce service indispensable ;

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>** – Le présent arrêté abroge l'arrêté de police du 14 avril 2020 relatif à l'organisation de funérailles pendant la période de confinement décidée en vue de limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

**Article 2** – Le transport de tout défunt ne peut être réalisé que par les entreprises de pompes funèbres agréées et à destination d'une chambre mortuaire qu'elles abritent. Toute conservation de défunt à domicile est strictement interdite.

**Article 3** – Les périodes de visites sont limitées à deux périodes de recueillement s'étendant sur une plage horaire d'une heure trente, sur rendez-vous, à convenir entre l'entreprise de pompes funèbres et la famille du défunt.

Pour l'organisation desdites périodes, l'entreprise de pompes funèbres veille à assurer le respect de la distanciation sociale telle que visée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

Des mesures particulières et régulières de désinfection des lieux doivent être appliquées, autant pour les visiteurs que pour les membres du personnel.

Un maximum de cinq personnes est autorisé à participer simultanément à chaque période de recueillement.

**Article 4** – Un maximum de trente personnes est autorisé à participer aux funérailles d'un défunt, à partir de sa sortie du funérarium, jusqu'à l'inhumation ou à la crémation.

En cas de demande d'organisation d'une cérémonie confessionnelle ou non-confessionnelle, l'entreprise de pompes funèbres veille à répondre favorablement au souhait exprimé par la famille ou les ayants droits du défunt. Pour ce faire, elle prend les contacts utiles avec les responsables du lieu de cérémonie, qu'il s'agisse d'un lieu de culte ou autre, afin d'assurer un déroulement dans de bonnes conditions. Il est par ailleurs fortement recommandé de limiter les cérémonies dans le temps afin de pouvoir les organiser dans les conditions du présent article et au bénéfice de tous.

Pour l'application du présent paragraphe, le nombre de trente personnes s'entend comme un maximum absolu, pour peu que les mesures de distanciation sociales puissent être respectées, que l'on soit en lieu clos ou en extérieur.

Pour les cérémonies et les moments de recueillement en lieu clos, qu'il s'agisse d'un lieu de culte ou autre, et en cas d'impossibilité d'assurer simultanément une présence d'un maximum de trente personnes dans le respect des mesures de distanciation sociales, il est fortement recommandé d'organiser une présence des participants en alternance, en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, familles comme opérateurs.

**Article 5** – Les autorités communales et les services de police sont chargés de faire appliquer le présent arrêté.

**Article 6** – La Fédération wallonne des Entrepreneurs de Pompes Funèbres et la Fédération wallonne des crématoriums sont chargées de diffuser l'information et les bonnes pratiques à l'ensemble de leurs membres et à fournir un accompagnement pratique à la demande.

**Article 7** – Chaque entreprise de pompes funèbres veille à ce que les coûts liés à l'organisation de funérailles soient strictement limités au service réellement assuré et sans surcoût, compte-tenu des restrictions imposées par le présent arrêté.



Gouverneur de la province de Liège

**Article 8** – Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées des peines prévues à l’article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 mars 1818, modifiée par les lois du 5 juin 1934 et du 14 juin 1963 concernant les contraventions aux règlements administratifs.

**Article 9** – Le présent arrêté entre en vigueur le 18 mai 2020 et sera affiché aux emplacements habituellement prévus pour les notifications officielles.

**Article 10** – Le présent arrêté sera publié au Bulletin provincial et notifié sous pli ordinaire et par courriel.

Pour disposition :

- a) À l’ensemble des Bourgmestres de la province de Liège chargés de l’afficher sans délai aux endroits habituellement réservés aux notifications officielles ;
- b) À l’ensemble des Zones de Police locale de la Province de Liège ;
- c) À Messieurs les Directeurs coordinateurs administratifs de la Police fédérale de Liège et Eupen ;
- d) À Madame la Directrice générale de la province de Liège ;
- e) À Monsieur le Procureur général et Messieurs les Procureurs du Roi de la province de Liège ;
- f) Au Collège provincial de la province de Liège.

Pour information :

- a) À la Première Ministre ;
- b) Au Ministre fédéral de la Sécurité et de l’Intérieur ;
- c) À la Ministre fédérale de la Santé publique ;
- d) Au Ministre-Président de la Wallonie ;
- e) Au Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville de Wallonie ;
- f) Au Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- g) Au Centre de Crise national ;
- h) Au Centre de Crise régional ;
- i) À la Fédération wallonne des Entrepreneurs de Pompes Funèbres ;
- j) À l’ensemble des entreprises de pompes funèbres de la province de Liège (via les Bourgmestres) ;
- k) À l’ensemble des établissements crématoires de la province de Liège (via les Bourgmestres).

Un recours en annulation, ainsi qu’un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête, auprès du Conseil d’Etat sis au 33, rue de la Science, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://leproadmin.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d’Etat du 12 janvier 1973.

Fait à Liège, le 15 mai 2020

Hervé JAMAR



## POLIZEIERLASS

Aufgrund der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten und insbesondere ihres Artikels 5, § 1, Buchst. e;

Aufgrund der von der WHO am 30. Januar 2020 erklärten gesundheitlichen Notlage von internationaler Tragweite (GNIT);

Aufgrund des Gesetzes vom 6. März 1818 in Bezug auf die Strafen, die bei Übertretungen der allgemeinen Maßnahmen in Bezug auf die interne Verwaltung aufzuerlegen sind, und auf die Strafen, die durch Verordnungen der Provinzial- oder Gemeindebehörden festgelegt werden können;

Aufgrund des Provinzialgesetzes vom 30. April 1836, des Artikels 128;

Aufgrund des Vorsorgeprinzips im Rahmen der Verwaltung einer internationalen Gesundheitskrise;

Aufgrund der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, welches das neue Coronavirus für die belgische Bevölkerung darstellt;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 3. April, 17. April, 30. April 2020 und 8. Mai 2020;

Aufgrund der Anfrage des Herrn Ministers der Wallonie für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte, der die Anfragen der Wallonischen Föderation der Bestattungsunternehmer und der Wallonischen Föderation der Krematorien weiterleitet;

Aufgrund des Polizeierlasses vom 14. April 2020 bezüglich der Organisation von Bestattungen während des beschlossenen Zeitraums der Ausgangsbeschränkungen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19;

Aufgrund der Beschlüsse des Nationalen Sicherheitsrats vom 13. Mai 2020;

In der Erwägung, dass diese festlegen: "*Bei **Hochzeiten und Beerdigungen** ist es ab dem 18. Mai unter bestimmten Voraussetzungen, u. a. unter Einhaltung des Sicherheitsabstands, möglich, dass an der Zeremonie **bis zu 30 Personen teilnehmen**. Es ist jedoch nicht gestattet, nach der Zeremonie einen Empfang zu geben*";

In Erwägung des Vorsorgeprinzips, das voraussetzt, dass die öffentlichen Behörden bei Feststellung eines ernststen Gefährdungspotenzials mit einer gewissen Eintrittswahrscheinlichkeit dringende und vorläufige Schutzmaßnahmen auf der hierfür am besten geeigneten Ebene ergreifen müssen;

In der Erwägung, dass die potenzielle Nichtbeachtung der Maßnahmen des Social Distancing das Personal der Bestattungsunternehmen einem ernst zu nehmenden Risiko bei der Ausführung ihrer Aufträge aussetzt;

In der Erwägung, dass darüber hinaus die Versammlung von Personen an einem gleichen Ort die Verbreitung des Virus begünstigt, so dass diese Versammlungen in allen erdenklichen Formen streng geregelt werden müssen;

In der Erwägung, dass Maßnahmen getroffen werden müssen, um die Ausführung der mit der Organisation von Bestattungen verbundenen Aufträge in kontrollierten sanitären Bedingungen zu gewährleisten, und folglich das Weiterbestehen dieses unverzichtbaren Dienstes zu sichern;

### **ERLÄSST DER GOUVERNEUR DER PROVINZ LÜTTICH**

**Artikel 1<sup>er</sup>** – Vorliegender Polizeierlass hebt den Polizeierlass vom 14. April 2020 bezüglich der Organisation von Bestattungen während des beschlossenen Zeitraums der Ausgangsbeschränkungen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 auf;

**Artikel 2** – Der Transport von verstorbenen Personen darf ausschließlich von anerkannten Bestattungsunternehmen zur ihrer Trauerhalle durchgeführt werden. Jegliche Aufbewahrung von Verstorbenen zu Hause ist streng untersagt.

**Artikel 3** – Die Besuchsperioden sind beschränkt auf zwei Andachtsperioden von eineinhalb Stunden an Terminen, die zwischen dem Bestattungsunternehmen und der Familie des Verstorbenen zu vereinbaren sind.

Bei der Organisation dieser Andachtsperioden achtet das Bestattungsunternehmen darauf, die Einhaltung des Social Distancing gemäß Artikel 1 des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 zu gewährleisten.

Es sind besondere und regelmäßige Maßnahmen zur Desinfektion der Räumlichkeiten anzuwenden, sowohl für die Besucher als auch für die Personalmitglieder.

Höchstens fünf Personen ist es gestattet, gleichzeitig an jeder Andachtsperiode teilzunehmen.

**Artikel 4** – Höchstens dreißig Personen ist es gestattet, an der Bestattung einer verstorbenen Person teilzunehmen, vom Verlassen des Bestattungsunternehmens bis zur Beerdigung oder Einäscherung. Im Falle einer Anfrage zur Organisation einer konfessionellen oder nicht-konfessionellen Zeremonie versucht das Bestattungsunternehmen, den Wünschen der Familie oder der Rechtsnachfolger des Verstorbenen zu entsprechen. Dazu nimmt es entsprechende Kontakte auf mit den Verantwortlichen des Ortes, an dem die Zeremonie stattfinden soll, sei es eine Kultstätte oder ein anderer Ort, um den Ablauf unter angemessenen Bedingungen zu gewährleisten. Es wird zudem dringend empfohlen, die Zeremonien zeitlich zu begrenzen, damit sie zu den Bedingungen des vorliegenden Artikels zum Vorteil aller organisiert werden können.

Für die Anwendung des vorliegenden Absatzes ist die Anzahl von dreißig Personen als absolute Höchstzahl zu verstehen, vorausgesetzt die Maßnahmen des Social Distancing können eingehalten werden, sei es in einem geschlossenen Raum oder im Freien.

Sollte es bei Zeremonien und Andachten in geschlossenen Räumen, sei es eine Kultstätte oder ein anderer Ort, nicht möglich sein, die gleichzeitige Anwesenheit von bis zu dreißig Personen unter Einhaltung der Maßnahmen des Social Distancing zu gewährleisten, wird dringend empfohlen, in Absprache mit allen betroffenen Akteuren – Familien wie Unternehmen – eine abwechselnde Anwesenheit der Teilnehmer zu organisieren.

**Artikel 5** – Die kommunalen Behörden und die Polizeidienste sind beauftragt, für die Durchsetzung des vorliegenden Erlasses zu sorgen.

**Artikel 6** – Die Wallonische Föderation der Bestattungsunternehmer und die Wallonische Föderation der Krematorien werden damit beauftragt, diese Information und die bewährten

Verfahren an alle ihre Mitglieder zu verbreiten und auf Anfrage eine praktische Begleitung zu gewährleisten.

**Artikel 7** – Jedes Bestattungsunternehmen achtet darauf, dass die mit der Organisation der Bestattung verbundenen Kosten streng auf die tatsächlich erbrachte Dienstleistung ohne Aufpreis begrenzt werden, angesichts der durch diesen Erlass auferlegten Beschränkungen.

**Artikel 8** – Zuwiderhandlungen gegen vorliegenden Erlass werden geahndet mit Strafen, die in Artikel 1 des Gesetzes vom 6. März 1818, abgeändert durch die Gesetze vom 05. Juni 1934 und vom 14. Juni 1963, vorgesehen sind.

**Artikel 9** – Vorliegender Erlass tritt am 18. Mai 2020 in Kraft und wird an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten ausgehängt.

**Artikel 10** – Vorliegender Erlass wird im Provinzbuletin veröffentlicht und durch gewöhnlichen Brief und per E-Mail notifiziert:

zur weiteren Veranlassung an:

- a) alle Bürgermeister der Provinz Lüttich mit dem Auftrag, ihn unverzüglich an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten auszuhängen,
- b) alle lokalen Polizeizonen der Provinz Lüttich,
- c) die Verwaltungspolizeidirektoren-Koordinatoren der föderalen Polizei in Lüttich und in Eupen,
- d) die Generaldirektorin der Provinz Lüttich,
- e) den Generalprokurator und die Prokuratoren des Königs der Provinz Lüttich
- f) das Provinzkollegium der Provinz Lüttich

zur Information an:

- a) die Premierministerin
- b) den föderalen Minister der Sicherheit und des Innern
- c) die föderale Ministerin der Volksgesundheit
- d) den Ministerpräsidenten der Wallonie
- e) den wallonischen Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
- f) den Ministerpräsidenten der Föderation Wallonie-Brüssel
- g) das nationale Krisenzentrum
- h) das regionale Krisenzentrum
- i) die Wallonische Föderation der Bestattungsunternehmer
- j) alle Bestattungsunternehmen der Provinz Lüttich (über die Bürgermeister)
- k) alle Krematorien der Provinz Lüttich (über die Bürgermeister)

Eine Nichtigkeitsklage sowie eine etwaige Aussetzungsklage können binnen 60 Tagen ab Notifizierung des vorliegenden Erlasses durch Antragschrift beim Staatsrat in 1040 Brüssel, Rue de la Science 33 oder elektronisch über die Website <https://eproadmin.raadvst-consetat.be> eingereicht werden, gemäß den am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetzen über den Staatsrat.

Lüttich, den 15. Mai 2020

Hervé JAMAR